

Interview



MARC VERWILGHEN

«La PME demeure
l'épine dorsale de
notre économie.»

Il faudra prendre des décisions, sinon nous irons droit vers le mur !

IEC : Parlons de votre mission en Chine : 500 personnes, n'est-ce pas trop pour être efficace ?

Marc Verwilghen : J'ai pensé la même chose avant de partir. Sincèrement, j'ai eu mes moments de doute. Aujourd'hui, cependant, je puis vous assurer que cette mission a été un succès. Grâce notamment au professionnalisme des participants. Visiblement, la plupart d'entre eux avaient préparé leur déplacement de longue date, et il n'était pas rare de voir 5 à 10 patrons chinois pour chaque participant belge.

Les critiques sur le trop-plein de personnes embrigadées ne sont donc pas fondées. Franchement, non. Bien au contraire ! Toutes les associations patronales du pays étaient présentes. Et je n'ai pas entendu de protestations ou de critiques. Il est vrai que, dans le passé, nous avions sans doute tendance à penser que *small is beautiful* mais cela signifiait aussi que seules les grandes entreprises étaient du voyage. C'est une hérésie, désormais. Il est inimaginable de partir en Chine sans avoir avec soi des PME. Il n'y a rien à faire : la PME demeure l'épine dorsale de notre économie, et je n'imaginai pas partir en

Marc VERWILGHEN, le Ministre fédéral de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, a reçu une délégation de l'IEC, composée de MM. Gérard DELVAUX, président, Erwin VERCAMMEN, vice-président et Eric STEGHERS, directeur général. L'occasion d'aborder avec lui les différentes thématiques qui relèvent de sa compétence.

Chine avec uniquement de grands groupes.

En revanche, il faut rappeler à ces entreprises qui ont accompagné le voyage princier, qu'elles doivent absolument inviter ces entreprises chinoises à faire le voyage inverse en Belgique. Pas uniquement pour

visiter la Grand-Place, mais surtout pour y investir ! Il serait anormal d'avoir consenti tous ces efforts pour rapatrier l'argent noir en Belgique, et d'oublier qu'il faut aussi maintenir la matière grise dans notre pays.

IEC : Au cours de cette mission en Chine, quel élément important ressort de vos discussions avec les officiels chinois

Marc Verwilghen : Clairement, leur volonté d'en finir avec le non-respect en Chine de la propriété intellectuelle. Vous savez que ce non-respect des brevets pose un sérieux problème à la Chine. La Vice-Première Ministre nous a indiqué que, si des problèmes concrets de ce genre devaient survenir à l'un ou l'autre de nos participants, il ne fallait pas hésiter à contacter les services concernés.

IEC : C'est le genre de déclaration qui n'engage pas la vice-Première ministre... De la poudre aux yeux, non ?

Marc Verwilghen : Je ne le pense pas. Pour deux raisons. D'abord, parce que, si c'était le cas, elle aurait d'abord nié l'ampleur du phénomène, ce qu'elle n'a pas fait. Ensuite, parce que la Chine souhaite rester au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour cela, elle doit respecter un certain nombre de conditions entre 2005 et 2008. Parmi ces conditions figure en bonne place le respect de la propriété intellectuelle.

IEC : L'Agence internationale de l'énergie a tiré la sonnette d'alarme à l'égard de l'Europe, qui dépend trop du gaz russe. En tant que Ministre fédéral de l'Energie, qu'en pensez-vous ?

Marc Verwilghen : Le débat de l'indépendance énergétique doit être mené au plus vite. Pour rappel, en 2003, nous avons décidé de mettre un terme au nucléaire pour 2011-2015. Or, qu'ai-je constaté en arrivant ici en tant que Ministre de l'Energie ? *Primo* : que je suis en théorie le responsable du bon approvisionnement en énergie de la Belgique. *Secundo* : que le programme indicatif sur notre consommation d'énergie ne porte que sur la période allant de 2005 à 2015. En clair, nous n'avons d'indication sur notre consommation que pendant la période qui précède la fermeture de trois ou quatre centrales nucléaires. Qu'en est-il au-delà de 2015 ?

Pour ne pas nous retrouver devant une désagréable surprise, j'ai demandé à mes services de me fournir une étude sur une période de 25 ans, soit jusqu'en 2030. Et ce, afin de bien cerner tous les problèmes d'énergie du pays. Je le fais avec d'autant plus d'aisance que, depuis que la décision de fermer certaines centrales nucléaires a été prise, plusieurs événements sont venus changer la donne : les fameuses pannes d'électricité aux Etats-Unis et en Italie, puis l'accident de Ghislenghien.

Enfin, je constate que des pays nordiques tels que la Finlande, le Danemark et la Suède reviennent sur leur décision - prise avant nous - de fermer des centrales nucléaires. En d'autres termes, ils se sont rendu compte qu'ils n'auraient pas suffisamment de solutions plausibles et qu'ils seraient trop dépendants d'une unique source d'énergie.

IEC : C'est la fameuse dépendance au gaz russe...

Marc Verwilghen : Il y a cela, mais la Russie n'est pas le seul pays. Ce serait oublier le Qatar et l'Algérie. Autant de nations qui se situent dans des zones à risque.

IEC : Parmi les débats économiques qui ont agité notre pays, il faut citer celui des prépensions : quelle est votre position en la matière ?

Marc Verwilghen : Elle est claire : le système des prépensions doit disparaître à moyen terme. Je comprends la réaction des syndicats qui s'insurgent contre toute mesure avec effet rétroactif. Si c'était le cas, le problème serait insoluble. N'oubliez pas que nous sommes engagés par l'agenda de Lisbonne. Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? D'abord, que nous devons créer les conditions en Belgique pour disposer d'une croissance de 3 % en moyenne à partir de 2010. Ensuite, qu'une partie de cette croissance devra être affectée à la recherche et au développement. Pour arriver à répondre à ces exigences, il n'y a pas de secret : il faudra travailler plus longtemps. Pour l'instant, notre taux d'activité est de 60 %. Il doit impérativement passer à 70 %, surtout pour la catégorie des personnes âgées de 50 à 60 ans, où ce taux d'activité est encore plus faible.

IEC : Pareils changements seront-ils possibles, au vu de la sociologie et de la psychologie de notre population ?

Marc Verwilghen : Il faudra bien ! Je pense que ce sont même notre sociologie et notre démographie qui ne nous laissent pas le choix. Nous faisons face à une population vieillissante, qui met sous pression notre sécurité sociale. Il faudra donc bien prendre des décisions si nous ne voulons pas aller droit dans le mur. Pour moi, il est minuit moins cinq ! Faute de mouvement dans ce sens, notre pays verra les délocalisations s'accroître au fil du temps. En tout cas, ce n'est pas en séquestrant des cadres d'entreprise qu'on va faire revenir les investissements en Belgique.

IEC : La séquestration des cadres est hélas, pour l'heure, une spécialité du sud du pays. La Flandre n'est pourtant pas à l'abri d'une telle opération...

Marc Verwilghen : J'espère que non, car, si tel est le cas, je vous le dis tout net : on va le payer cash sur le plan international.¶